Bibliothèque générale
Mont Ste-Anne.

Pourquoi L'Empire est en Guerre

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT

Exposé rapide d'après la correspondance diplomatique et les discours des ministres

TRADUCTION DU LIVRE ÉCRIT

PAR

SIR EDWARD COOK

LP
F5012
1915?
C77P

THE MACMILLAN COMPANY OF CANADA, LIMITED, ÉDITEURS.
MAISON ST. MARTIN, 70 BOND STREET, TORONTO.

Prix, 10 Cents, franco.

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA

Queen's University at Kingston

1158

PRÉFACE

Cet écrit fut préparé à l'origine pour la "Victoria League" dont le but est de répandre dans le dominion par l'intermédiaire de ses associations toutes informations utiles concernant la guerre; les moyens de propagande adoptés sont les conférences, pamphlets et opuscules présentés sous la forme de simples exposés de faits concernant la naissance et le développement du conflit. Ce fac-similé est mis en vente dans le public avec la pensée que son utilité pourra être appréciée par d'autres que ceux que la "Victoria League" espère atteindre.

Les causes immédiates de la guerre et de l'intervention de la Grande-Bretagne dans cette guerre ne sont pas encore entièrement reconnues en certains endroits. Elles sont clairement expliquées dans le "Livre blanc" donnant la "Correspondance regardant la crise européenne". Ce document ("Miscellaneous—No. 6, 1914") devrait être dans les mains de tous ceux qui ont le temps de l'étudier—on peut l'obtenir en s'adressant à son député à Ottawa. Les discours du premier ministre et du secrétaire des affaires étrangères au Parlement ne sont entièrement compréhensibles qu'à la lumière de la correspondance diplomatique. Quant au caractère de cette correspondance on peut citer à ce sujet un témoignage frappant. A la chambre des communes du Canada, Sir Robert Borden et Sir Wilfrid Laurier exprimèrent tous deux leur confiance dans la justice de la cause anglaise et Sir Robert Borden ajouta que "après la lecture du "Livre blanc" il était convaincu qu'aucun gouvernement n'avait jamais fait d'efforts aussi prononcés pour conserver la paix".

On ne peut pas cependant demander à tout le monde le temps de lire, ou l'habitude d'assimiler facilement un "Livre blanc" contenant plus de 150 documents. Aussi dans les pages suivantes on a essayé de réunir d'une façon intelligible les points principaux de la correspondance diplomatique et des discours des ministres. Les extraits du "Livre blanc" sont reproduits avec la permission de la censure officielle. Quelques simples explications ont été ajoutées, et quelques citations ont été prises dans d'autres sources officielles.

Si quelque lecteur désirait se procurer des exemplaires de ce texte pour les distribuer, des arrangements spéciaux pourraient s'obtenir en s'adressant à l'éditeur.

E. T. C.

QUELQUES DATES.

Les références ont rapport aux documents numérotés du "Livre Blanc".

23 juillet. Ultimatum de l'Autriche à la Serbie (No. 4).
24 juillet. Proposition faite par l'Angleterre pour la médiation par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie (No. 10).
25 juillet. Réponse de la Serbie à l'ultimatum (No. 39).
26 juillet. Retour précipité de l'empereur d'Allemagne à Berlin (No. 33).
27 juillet. L'Allemagne refuse d'accepter les propositions de l'Angleterre (No. 43).
28 juillet. Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (No. 50).
28 juillet. Les opérations militaires commencent (No. 65).
28 juillet. L'Autriche refuse de négocier directement avec la Russie (No. 74).
29 juillet. Mobilisation partielle de la Russie dirigée seulement contre l'Autriche (No. 78).
29 juillet. "Proposition infâme" du chancelier allemand à l'Angleterre (No. 85).
30 juillet. Préparations militaires de l'Allemagne contre la Russie (No. 97).
30 juillet. Les avant-postes allemands sur la frontière française (No. 105).
31 juillet. Mobilisation allemande (No. 112) autrichienne (No. 118) et russe (No. 113).
31 juillet. Ultimatum de l'Allemagne à la Russie (No. 117).
31 juillet. "Communication menaçante" de l'Allemagne à la France (No. 126).
31 juillet. Communiqué de l'Angleterre à l'Allemagne et à la France sur la neutralité de la Belgique (No. 114).
ler août. Communiqué personnel du roi Georges au Tsar ("Times" 5 août).
ler août. Mobilisation française (No. 136) et allemande (No. 142).
ler août. Déclaration de guerre à la Russie (No. 138).
2 août. Les troupes allemandes pénètrent en France et en Luxembourg (No. 141).
3 août. Ultimatum de l'Allemagne à la Belgique (No. 153).
3 août. Mobilisation de la flotte anglaise.
4 août. Appel de la Belgique à l'Angleterre (No. 153).
4 août. Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Belgique (No. 154).
4 août. Ultimatum de l'Angleterre à l'Allemagne (No. 159).

POURQUOI L'EMPIRE EST EN GUERRE

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT

Le premier des philosophes politiques a démontré que les événements les plus graves de la vie des nations devaient leur origine à des faits secondaires. La guerre actuelle, qui englobe tant de peuples répartis un peu partout sur la surface de la terre, a commencé par l'affaire de Serbie. S'il ne s'était agi que d'un conflit entre l'Autriche et la Serbie, l'Angleterre ne s'en serait nullement inquiété, ainsi que l'a exposé fréquemment Sir Edward Grey; mais la question serbe portait en elle dès le début la menace de bien plus graves conséquences, et c'est ce que nous allons exposer afin de bien faire comprendre les origines de la guerre actuelle.

L'Affaire de Serbie

La Serbie est un état balkanique d'étendue assez faible, mais d'origine très ancienne. Son territoire a été considérablement agrandi à la suite des guerres qu'elle a soutenues récemment, soit contre les Turcs, soit contre les Bulgares. Par leur race et par leur religion, les Serbes se rattachent à la grande famille slave, dont la souche principale est en Russie, et dont certains rameaux s'étendent dans l'empire austro-hongrois. Le 28 juin 1914, un crime formidable était commis à Serajevo, capitale de la Bosnie. L'héritier présomptif de la couronne d'Autriche-Hongrie et la princesse son épouse étaient assassinés; il est bon de rappeler à ce sujet que la Bosnie est une ancienne province serbe, conquise par les Turcs à l'époque la plus brillante de leur domination; elle était devenue l'objet des convoitises de l'Autriche qui avait obtenu, au traité de Berlin, après la guerre turco-russe de 1878, la charge de son administration, puis se l'était annexée en 1908. Le gouvernement autrichien affirma (sans le prouver) que l'attentat de Serajevo était la suprême manifestation d'un "Mouvement subversif" organisé par le gouvernement serbe dans le but "de détacher une partie des territoires austro-hongrois de la monarchie". Le 23 juillet il adressait un ultimatum à la Serbie. L'Allemagne avait laissé à l'Autriche "les mains entièrement libres". Sir Edward Grey trouvait "naturelles certaines des conditions de l'ultima tum"; il était d'avis que "l'assassinat de l'archidu

et l'attitude de la Serbie, dans certaines circonstances, exposées par la note autrichienne attiraient les sympathies vers l'Autriche". La Russie admettait également que "les exigences de l'Autriche étaient assez raisonnables en certains points". Mais il y avait dans l'ultimatum autrichien deux points regrettables, propres à susciter les craintes de ceux qui voulaient conserver et affermir la paix de l'Europe; le premier était le peu de temps laissé pour la réponse (48 heures), délai beaucoup trop court pour permettre à la diplomatie d'agir et d'éviter la guerre; le deuxième était l'exigence de l'Autriche qui dans ces quarante-huit heures demandait non *une* réponse, mais *la* réponse qu'elle avait dictée. "Je n'avais jamais vu précédemment", dit Sir Edward Grey "un état adresser à un autre état indépendant un document d'un caractère aussi formidable". Le ministre allemand des affaires étrangères "admettait que le gouvernement serbe ne pouvait digérer certaines des exigences de l'Autriche". Sir Edward Grey conseilla à la Serbie de faire l'impossible pour souscrire à ces exigences, et des conseils analogues lui furent donnés par la France et la Russie. Le gouvernement serbe répondit dans le délai fixé, en s'inclinant devant la plupart des exigences de l'Autriche; ces exigences étaient des plus dures. La réponse serbe "était" dit Sir Edward Grey "la plus grande humiliation qu'on ait jamais imposée à un pays". Néanmoins l'Autriche refusa d'admettre la réponse comme satisfaisante et déclara la guerre à la Serbie (28 juillet). Les exigences auxquelles la Serbie déclarait ne pouvoir souscrire visaient sa propre existence en tant qu'état indépendant, et sur ce sujet la Serbie offrait de se soumettre à la décision du tribunal de la Haye. L'attitude de l'Autriche qui après avoir obtenu satisfaction sur plusieurs points refusait toute discussion sur les autres et en faisait un *casus belli* éveilla des soupçons sur ses intentions finales. "La vraie question" disait le ministre russe des affaires étrangères, "est de savoir si l'Autriche veut écraser la Serbie et la réduire à la vassalité, ou si elle a l'intention de lui laisser son caractère d'état libre et indépendant".

Les grandes questions en jeu.

On a senti dès le début que l'affaire de Serbie ne pouvait être localisée. L'agression de la Serbie par l'Autriche avec le consentement antérieur de l'Allemagne devait entraîner dans le conflit d'autres puissances.

Le gouvernement allemand protesta il est vrai à Sir Edward Grey que "la question en jeu ne regardait que la Serbie et l'Autriche", mais il était évident qu'il ne pouvait en être ainsi, et le gouvernement allemand, comme nous le verrons bientôt, semblait également s'en rendre compte. La situation entre l'Autriche et la Russie était devenue tendue depuis l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. L'attitude agressive de l'Autriche à l'égard de la Serbie devait alarmer la Russie, et en même temps l'indigner. Pendant la crise balkanique le ministre russe des affaires étrangères "avait fait comprendre au gouvernement autrichien que l'entrée en guerre de la Russie serait la conséquence inévitable d'une attaque de l'Autriche contre la Serbie". Il est aisé de comprendre que la domination de l'Autriche sur la Serbie était aussi inacceptable pour la Russie que l'annexion des Pays-Bas par l'Allemagne le serait pour la Grande Bretagne. "Il est évident" déclarait Sir Edward Grey à la Chambre des Communes (27 juillet) "que dès l'instant que le conflit cesse d'être limité à l'Autriche et la Serbie et qu'il englobe une autre grande puissance la situation devient inextricable et doit nécessairement aboutir à éclater en Europe sans qu' il soit possible de prévoir l'étendue du mal". Une guerre entre la Russie et l'Autriche pour une question où l'Allemagne a soutenu celle-ci, doit entraîner l'entrée en ligne de l'Allemagne comme alliée de l'Autriche et de la France comme alliée de la Russie. L'attitude de l'Autriche et de l'Allemagne envers la Serbie devait selon toute apparence provoquer une guerre européenne. L'Angleterre, la France et la Russie le virent clairement. L'Italie alliée de l'Autriche et de l'Allemagne s'en aperçut aussi. Quand la guerre allait éclater, le gouvernement italien, consulté sur ses intentions répondit "La guerre entreprise par l'Autriche revêtait à en juger par les paroles de l'ambassadeur d'Allemagne lui-même, un caractère agressif. La conduite des deux puissances se trouvait conséquemment présenter un caractère différent du caractère purement défensif prévu pour le fonctionnement de la Triple-Alliance; et en de telles circonstances l'Italie restait neutre". "Nous concevions pleinement" déclara le gouvernement allemand, lui-même, "qu'une conduite belliqueuse de l'Autriche-Hongrie envers la Serbie, était susceptible de provoquer l'intervention de la Russie, et de nous entraîner ainsi à la guerre, au titre même d'Alliés". "Quant à l'Allemagne" dit l'ambassa-

deur d'Allemagne à Vienne à l'ambassadeur anglais "elle savait très bien ce qu'elle faisait en soutenant l'Autriche-Hongrie dans cette circonstance".

Les efforts de la Grande Bretagne pour la paix

Prévoyant tout cela, Sir Edward Grey dont les efforts pendant la récente guerre balkanique lui avaient valu le titre de "Pacifique", déploya bientôt son activité pour éviter la guerre, et le gouvernement anglais continua, jusqu'au dernier moment, à poursuivre la réalisation de ses intentions excellentes mais malheureusement inutiles". (Mr. Asquith).

Déjà le 20 juillet, ayant eu vent de ce qui se préparait, Sir Edward Grey entretint l'ambassadeur d'Allemagne de l'importance qui s'attachait pour le maintien de la paix en Europe à ce que l'Autriche "limitât ses demandes à des bornes raisonnables". La proposition ne fut pas acceptée. Le ministre allemand des affaires étrangères "était d'avis que le gouvernement allemand ne fit aucune démarche auprès du gouvernement austro-hongrois au sujet de l'affaire". (22 juillet); cet ultimatum autrichien, dont le même ministre admettait "que le gouvernement serbe ne pouvait le digérer" était expédié le jour suivant.

Le 23 juillet ayant reçu de l'ambassadeur autrichien un résumé du contenu de l'ultimatum, Sir Edward Grey s'empressa de lui faire comprendre ainsi qu'au gouvernement allemand la nécessité qu'il y avait pour le gouvernement austro-hongrois de prolonger le délai fixé pour la réponse. Le gouvernement russe agit dans le même sens. On demanda à l'ambassadeur allemand de "faire parvenir" les propositions de Sir Edward Grey, mais le ministre allemand des affaires étrangères répondit "qu'on obtiendrait difficilement une prolongation du délai", ajoutant ouvertement que "le gouvernement austro-hongrois voulait donner une leçon à la Serbie et avait l'intention de se servir des armes".

Le 24 juillet ayant reçu le texte de l'ultimatum autrichien, et prévoyant que si l'Autriche attaquait la Serbie, la Russie décréterait la mobilisation, Sir Edward Grey proposa que l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne qui n'avaient pas d'intérêts directs en Serbie agissent pour maintenir la paix, simultanément à Vienne et à St. Pétersbourg "au cas où les relations entre l'Autriche et la Russie deviendraient menaçantes". "Il y aurait lieu" ajouta-t-il, à l'ambassadeur d'Allemagne, "d'obtenir de l'Autriche

qu'elle ne précipite pas les événements afin de gagner du temps, mais il nous serait impossible d'arriver à un résultat favorable si l'Allemagne s'abstenait d'intervenir auprès de Vienne". La France était du même avis. L'Italie aussi. La Russie était "tout à fait prête à rester neutre et à remettre la question entre les mains de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie". Ayant ainsi eu la certitude que si seulement l'Allemagne se rangeait à cet avis, son action pouvait être efficace, Sir Edward Grey invita instamment les gouvernements de France, d'Allemagne et aussi d'Italie à donner l'ordre à leurs ambassadeurs de délibérer avec lui "dans le but de découvrir une solution qui éviterait des complications". L'invitation fut acceptée par la France et l'Italie. Le secrétaire allemand des affaires étrangères "ne pouvait pas se prêter à ces projets, bien qu'il désirât coopérer au maintien de la paix" (27 juillet).

Après quoi, Sir Edward Grey vit l'ambassadeur d' Allemagne (27 juillet) et lui dit: "Tant que l'Allemagne travaillera pour maintenir la paix je me servirai de sa collaboration. Je répétais qu'après la réponse serbe c'était Vienne que l'on devait pousser à la modération". Le jour suivant (28 juillet) l'Autriche-Hongroie déclarait la guerre à la Serbie.

Puisqu'il semblait que le gouvernement allemand acceptait "en principe" l'idée de médiation par les quatre pouvoirs, on proposa "que le secrétaire d'état allemand fit des propositions "sur les moyens d'application". Le gouvernement allemand ne fit aucune proposition.

Le dessein de Sir Edward Grey fut tenu provisoirement en suspens, le gouvernement russe ayant offert de discuter l'affaire directement avec le gouvernement autrichien. Cette offre fut refusée par l'Autriche (28 juillet).

Sir Edward Grey fit appel ensuite au chancelier d'Allemagne "s'il pouvait persuader à l'Autriche de s'arranger avec la Russie et de s'abstenir d'entrer en conflit avec elle, nous lui aurions tous la plus grande gratitude pour avoir préservé la paix de l'Europe" (29 juillet). Le gouvernement italien avait simultanément agi auprès de l'Allemagne dans le même sens.

Le même jour le gouvernement allemand fit à l'Angleterre certaines propositions dont nous parlerons plus tard et que le premier ministre qualifia d' "infâmes". Mais le

gouvernement britannique était si tenace dans son dessein de maintenir la paix que Sir Edward Grey tout en refusant ces propositions employa des termes très modérés (30 juillet) et accompagna son refus d'un nouveau "chaleureux appel" au chancelier allemand: "Le seul moyen de maintenir les bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre est de continuer à travailler de commun accord au maintien de la paix en Europe. Si nous réussissons dans cette entreprise, les relations mutuelles de l'Allemagne avec l'Angleterre deviendront, je crois, *ipso facto* meilleures et plus fortes. Dans ce but, le gouvernement de sa Majesté travaillera avec entière sincérité et bonne volonté. A quoi j'ajouterai: Si la paix de l'Europe peut être maintenue, et si la crise actuelle peut se passer sans danger, mes propres efforts tendront à trouver quelque arrangement intéressant l'Allemagne, lui donnant l'assurance qu'aucune politique hostile ou agressive serait désormais poursuivie contre elle ou ses alliées, ni par la France et la Russie, ni par nous-mêmes, de concert ou séparément."

Le jour suivant (31 juillet) Sir Edward Grey donna une preuve de sa sincérité et fit un effort de plus pour obtenir la paix. "J'ai déclaré à l'ambassadeur allemand ce matin, que si l'Allemagne pouvait offrir n'importe quelle proposition raisonnable prouvant que l'Allemagne et l'Autriche s'efforcent de maintenir la paix européene et si la France et la Russie étaient déraisonnables en la refusant, je défendrais cette proposition à St. Pétersbourg et à Paris, et j'ai été jusqu'à dire que si la Russie et la France n'acceptaient pas ces propositions, le gouvernement de sa Majesté se désintéresserait des conséquences". Afin de ne pas laisser cette promesse dans le domaine de la généralité, Sir Edward Grey émit une suggestion spéciale. La pierre d'achoppement jusqu'à présent, était les soupçons que l'Autriche avait au sujet des assurances serbes, et la méfiance de la Russie à l'égard des intentions autrichiennes en ce qui concernait l'indépendance et l'intégrité de la Serbie. A condition que l'Allemagne sondât Vienne Sir Edward Grey s'engagerait à proposer à St. Pétersbourg le programme suivant: que les quatre puissances désintéressées s'unissent pour offrir à l'Autriche l'entière satisfaction de ses demandes à condition qu'elles n'altérassent pas la souveraineté serbe ni l'intégrité de son territoire. Naturellement la Russie était prête à accepter une telle formule de paix puisque son gouvernement l'avait proposée

de concert avec Sir Edward Grey. Tout dépendait de l'Allemagne. Ce jour-là elle adressa un ultimatum à la Russie.

De bonne heure dans la matinée du Ier août (3 heures 30 du matin), le roi d'Angleterre et ses ministres firent un dernier effort pour assurer la paix. Le roi envoya une communication télégraphique personnelle au Tsar, communication dans laquelle le roi donnait le texte d'un communiqué reçu du gouvernement allemand. Le Tsar avait précédemment sollicité l'empereur d'Allemagne d'intervenir entre la Russie et l'Autriche et "avait donné à l'empereur Guillaume l'assurance la plus catégorique que les troupes russes ne seraient pas mises en mouvement, tant que les négociations continueraient en vue de cette médiation". Le gouvernement allemand dans ses communications déclara que l'empereur voulait bien intervenir mais se plaignait que de telles médiations étaient rendues vaines par la mobilisation russe. Le roi Georges continua à dire qu'il tenait "absolument, s'il était possible, à éviter la terrible calamité qui menaçait le monde"; il s'adressa au Tsar pour écarter la méprise qui avait pu avoir lieu et offrit ses bons services, pour aider la reprise des pourparlers interrompus entre les puissances intéressées. Le Tsar répondit le même jour; "J'aurais accepté votre proposition avec plaisir, si cet après-midi l'ambassadeur d'Allemagne n'avait pas présenté à mon gouvernement une déclaration de guerre.

"En cette heure solennelle je désire" répondit le Tsar "vous assurer une fois de plus que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour éviter la guerre". La chose est confirmée par la correspondance diplomatique; cette dernière montre, ainsi que le dit le ministre russe des affaires étrangères que "aucune proposition faite n'avait été refusée". La Russie avait accepté la proposition d'une conférence à quatre, d'une médiation par la Grande-Bretagne et l'Italie, d'un entretien direct entre l'Autriche et la Russie, mais l'Allemagne et l'Autriche avaient rendu ces tentatives inefficaces, soit par des réponses évasives, soit par des refus catégoriques.

"Si la guerre était évitée", avait dit le secrétaire russe des affaires étrangères peu de temps avant la réception de l'ultimatum allemand "le mérite en reviendrait au gouvernement britannique". Le résumé précédent montre la persévérance avec laquelle Sir Edward Grey avait travaillé pour la paix. Ce qu'il s'est abstenu de faire, non moins que ce qu'il a fait était dicté par son désir de la paix. Au com-

mencement des négociations, la France et la Russie avaient sollicité le gouvernement britannique de faire immédiatement avec elles une déclaration de complète solidarité (24 juillet). Le président de la République française réitéra sa demande, la faisant plus pressante le 30 juillet. Sir Edward Grey pensait pouvoir rendre de plus grands services dans son rôle de médiateur, en conservant aussi longtemps que possible une attitude détachée. De plus le gouvernement ne désirait pas intervenir avant que l'honneur et les intérêts du pays le rendissent nécessaire. En même temps Sir Edward Grey tenait à déclarer que des circonstances pourraient survenir qui rendraient impossible à l'Angleterre de se tenir à l'écart.

Les documents officiels montrent donc quels efforts persévérants furent faits par Sir Edward Grey pour maintenir la paix de l'Europe, et par qui ces efforts furent rendus inutiles.

Ils montrent aussi combien le gouvernement britannique fut lent à engager la Grande-Bretagne dans la guerre; si elle y fut finalement entraînée, c'est pour des causes tout à fait indépendantes de l'affaire des Balkans.

La proposition de l'Allemagne à l'Angleterre.

Le jour décisif était le 29 juillet 1914. Ce jour-là le chancelier allemand qui revenait de chez l'empereur à Potsdam envoya chercher Sir E. Goschen, ambassadeur anglais à Berlin, et eut avec lui une conversation qui sera toujours mémorable dans l'histoire. Le chancelier dévoila dans son entretien que l'Allemagne se préparait à attaquer la France par la Belgique, et il continua en proposant un marché pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre dans la guerre imminente. Voici quels étaient les termes du marché offert: (1) Premièrement, l'Angleterre devait rester à l'écart, pendant que la France était écrasée, à condition que l'Allemagne "ne prétendît à aucune acquisition du territoire de la France". Sir E. Goschen "interrogea son Excellence au sujet des colonies françaises, et il dit qu'il ne pouvait donner la même réponse à ce sujet". L'Angleterre devait, en cachant ses intentions à la France, consentir à ce que l'Allemagne s'emparât des colonies françaises si la France était battue. (2) Deuxièmement, l'Angleterre, en cachant ses intentions à la Belgique, devait consentir à la violation de

la neutralité de ce pays par l'Allemagne, neutralité que l'Allemagne et l'Angleterre avaient toutes deux garantie par traité. En échange, l'Allemagne promit que "lorsque la guerre serait terminée, l'intégrité de la Belgique serait respectée si elle ne prenait pas les armes contre l'Allemagne". "La promesse était donnée, remarquons-le, je regrette d'avoir à le dire, mais il faut l'enregistrer, par une puissance qui à cet instant même déclarait ses intentions de violer les obligations de son propre traité et nous invitait à faire la même chose" (Mr. Asquith). (3) Enfin, l'arrangement exposé ci-dessus devait être la base de bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Cette "proposition infâme" aurait pu, dit le premier ministre, être rejetée sans aucune considération et presque sans y répondre; mais dans l'intérêt de la paix, comme on l'a déjà expliqué, le gouvernement britannique se fit violence pour y répondre: "Le gouvernement de sa Majesté ne peut un instant songer aux propositions du chancelier et assurer la neutralité avec de telles conditions. Ce qu'il nous demande, au fait, est de nous tenir à l'écart pendant qu'on prendra les colonies françaises, que la France sera écrasée à la condition que l'Allemagne ne s'empare pas d'un territoire français autre que ses colonies. Jugée d'un point de vue matériel une telle proposition était inacceptable parceque, sans autre diminution de son territoire en Europe, la France pouvait être si écrasée qu'elle perdrait sa situation de grande puissance et deviendrait un satellite de l'empire allemand. A un autre point de vue ce serait une honte pour nous de faire ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte dont l'honneur de notre pays se serait ressenti à jamais. Le chancelier nous demanda aussi de renoncer aux obligations ou intérêts que nous avions en ce qui concerne la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvions davantage discuter cette offre". Sir Edward Grey continua comme il a déjà été déclaré en proposant d'autres conditions comme bases de bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Comment l'Angleterre fut entrainée dans la guerre.

L'entrevue historique du chancelier allemand avec l'ambassadeur d'Angleterre et la réponse du gouvernement britannique à la proposition du chancelier montrent comment l'Angleterre fut amenée par question d'honneur et aussi pour la défense de ses propres intérêts à prendre part à la guerre.

Dans cette affaire deux nations sont en jeu, la France et la Belgique, que nous considérerons successivement. En ce qui concerne la France, il y avait dans notre intervention une question d'honneur et de propre intérêt, mais aucune obligation directe; en ce qui concerne la Belgique il y avait tout à la fois: honneur, nécessité et propre intérêt.

Le cas de la France.

En 1904, le gouvernement conservateur signait avec la France un arrangement mettant fin à toutes les questions en litige entre les deux pays. En 1907 le gouvernement libéral conclut un arrangement similaire avec la Russie. Le rapprochement qu'on appelle la "Triple Entente" prit ainsi naissance entre l'Angleterre la France et la Russie. On l'a souvent regardée comme une réponse à la Triple-Alliance (l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie). Mais en ce qui concernait l'Angleterre, c'était une relation amicale et non une alliance formelle. Excepté les cas bien spécifiés auxquels les deux arrangements se rapportaient, l'Angleterre n'était nullement forcée de soutenir la France ou la Russie. En 1906 quand l'Allemagne cherchait noise à la France au sujet du Maroc, Sir Edward Grey exprima, à titre d'opinion personnelle au gouvernement français que si la France était obligée d'avoir la guerre à cause même de l'entente anglo-française, l'opinion publique dans ce pays serait d'avis de donner à la France un appui aussi bien matériel que diplomatique. En 1908, quand l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche amena une crise internationale (la Russie protestant contre l'annexion et l'Allemagne "avec l'armure étincelante" soutenant l'Autriche son alliée), Sir Edward Grey fit connaître au gouvernement russe que dans une affaire aussi locale que l'était cette affaire balkanique dans laquelle l'Angleterre n'avait aucun intérêt ni aucune obligation, il n'était possible de lui donner qu'un appui diplomatique. Ainsi suivant les cas et d'après les pays mis en jeu, les solutions à prendre pourraient être différentes.

Quel était l'état de l'affaire dans les jours critiques de la fin de juillet et du commencement d'août? La France n'ayant aucune crainte au sujet de l'Angleterre avait concentré sa flotte dans la Méditerranée. Ses côtes nord n'étaient pas protégées. L'opinion de Sir Edward Grey était "que si une flotte étrangère, engagée dans une guerre que la France

n'avait pas recherchée et dans laquelle elle n'était pas l'agresseur, entrait dans la Manche, bombardait et détruisait les côtes de France non protégées" nous ne pouvions pas honorablement nous tenir à l'écart et assister à pareil spectacle presque à portée de notre vue, les bras croisés".

Les intérêts britanniques parlaient dans le même sens. Si l'Angleterre avait déclaré ses intentions de rester neutre, la France aurait pu retirer sa flotte de la Méditeranée; or, nous ne possédons pas dans le bassin méditerranéen une flotte suffisante pour nous en assurer la maîtrise en vue de toutes les combinaisons possibles; nos routes de commerce et les communications intérieures de l'Empire par cette mer auraient donc été en danger.

Le 3 août le cabinet autorisa Sir Edward Grey à assurer à la France "que si la flotte allemande venait dans la Manche ou par la mer du nord entreprendre des opérations hostiles contre les côtes de France ou contre sa marine la flotte anglaise lui donnerait sa protection et tout son appui".

Ce n'était pas une déclaration de guerre, mais une obligation fortuite de faire la guerre. La décision suivante et finale fut occasionnée par la conduite de l'Allemagne envers la Belgique.

Le cas de la Belgique.

La Belgique fut constituée en "état absolument neutre et indépendant" par les traités de 1831-2 et de 1839. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont pris part à la rédaction de ces traités. Quand la guerre de 1870 éclata, le gouvernement de Mr. Gladstone proposa à la Prusse et à la France la convention que si les armées de l'une ou de l'autre nation violaient la neutralité de la Belgique, la Grande-Bretagne coopérerait avec l'autre état pour la défense de la Belgique. Les deux pays y consentirent. Mr. Gladstone dès cette époque même attacha la plus haute importance à cette convention. "Nous ne pensons pas qu'il serait juste" dit-il, "même toute question de sécurité mise à part, de déclarer que nous resterions dans tous les cas les bras croisés, et d'assister à l'exécution d'un acte qui produirait la disparition du droit public en Europe". "Je ne pense pas que nous puissions nous borner au rôle de spectateur pendant que s'effectuerait le sacrifice de la liberté et de l'indépendance". "Il y a aussi une autre considération dont nous devons sentir profondément l'importance, c'est

l'intérêt commun que nous avons à nous opposer à l'agrandissement démesuré de n'importe quelle puissance".

La même question fut examinée par le gouvernement de Mr. Asquith en 1914, et fut jugée de la même façon. Le 31 juillet, Sir Edward Grey, s'appuyant sur les traités existants demanda à la France et à l'Allemagne "si l'une et l'autre se préparaient à respecter la neutralité de la Belgique, au cas qu'elle ne soit violée par aucune autre puissance". Le même jour il "s'assura" dans une communication à la Belgique, "que le gouvernement belge défendrait sa neutralité jusqu'à la limite extrême de ses forces". La Belgique répondit "qu'elle comptait et désirait que les autres puissances observent et respectent sa neutralité qu'elle avait l'intention de défendre à la limite de ses forces". La France donna immédiatement satisfaction à Sir Edward Grey en l'assurant de la loyauté de ses intentions. L'Allemagne ne répondit pas.

Le 3 août l'Allemagne adressa à la Belgique un ultimatum signifiant qu'elle serait traitée en ennemie si elle ne consentait à la violation de son territoire. La Belgique "refusa catégoriquement de se prêter à cette violation flagrante des lois des nations" et le roi des Belges s'adressa dans les termes suivants au roi Georges: "Me rappelant les preuves nombreuses d''amitié que m'a données votre Majesté ainsi que son prédécesseur, me souvenant de l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870 et de la preuve d'amitié que vous venez de nous donner, je fais un appel suprême au gouvernement de votre Majesté pour sauvegarder l'intégrité de la Belgique".

Le 4 août le gouvernement britannique adressa un ultimatum à l'Allemagne disant que si elle ne donnait, avant minuit, une réponse satisfaisante à la question posée le 31 juillet, "le gouvernement de sa Majesté se trouverait obligé de faire tout ce qui était en son pouvoir pour conserver la neutralité de la Belgique et faire respecter un traité qui était l'oeuvre de l'Allemagne aussi bien que de l'Angleterre". L'Allemagne ne répondit que par l'invasion en force du territoire belge; alors l'Angleterre déclara la guerre.

Pourquoi nous nous battons.

Ainsi donc par une coïncidence étonnante une crise qui avait commencé par la décision de l'Autriche (soutenue par l'Allemagne) de s'attaquer brutalement avec toute sa force à l'indépendance d'un petit état du sud-est de l'Europe se termina en ce qui concerne la Grande-Bretagne par la décision

que prit l'Allemagne (alliée avec l'Autriche) de s'ouvrir un passage violent à travers un petit état neutre du nord-ouest de l'Europe. "Messieurs" dit le chancelier allemand dans le Reichstag (4 août) "nous sommes dans un état de nécessité, et nécessité n'a pas de lois. Nos troupes ont occupé le Luxembourg, et sont peut-être déjà sur le sol belge. Messieurs, ceci est contraire aux exigences de la loi internationale. . . Quiconque est menacé comme nous le sommes et se bat pour le but le plus élevé, ne peut avoir qu'une pensée—comment il va se frayer un chemin".

"Si on me demande pourquoi nous nous battons" dit le premier ministre dans la chambre des communes (6 août) je puis répondre en deux phrases. En premier lieu, pour remplir une obligation solennelle et internationale—une obligation qui, si elle avait été contractée entre des particuliers dans les affaires de la vie ordinaire aurait été regardée, non seulement comme une obligation de droit, mais aussi d'honneur à laquelle nulle personne soucieuse de sa dignité pourrait se soustraire. Nous nous battons en second lieu pour sauvegarder un principe infiniment précieux dans ces jours de la suprématie de la force matérielle, et qui défend que les petites nations soient écrasées en dépit des lois de l'humanité sous la volonté arbitraire d'une puissance tyrannique. Je ne pense pas qu'une nation soit jamais entrée dans un grand conflit —et celui-ci est un des plus grands que l'histoire connaîtra jamais—avec une conscience plus claire et une conviction plus forte qu'elle se bat, non dans un esprit agressif, pas même pour la défense égoiste de ses propres intérêts, mais pour la défense de principes dont le maintien est absolument nécessaire à la civilisation du monde, et avec la pleine conviction, non seulement de la sagesse et de la justice, mais encore de la nécessité morale de son intervention et du soutien de sa cause jusqu'au résultat final".

Les Questions en Jeu.

"Je demande à la chambre" dit Sir Edward Grey (5 août) "au point de vue des intérêts britanniques de considérer les différentes éventualités. Si la France est battue dans une lutte de vie et de mort, battue à ne pouvoir se relever, qu'elle perde sa situation de grand état, qu'elle devienne subordonnée à la volonté et au pouvoir d'une puissance plus forte qu'elle —conséquences qui ne sont pas à prévoir, parceque je suis

sûr que la France est en mesure de se défendre avec toute l'énergie, le talent et le patriotisme qu'elle a souvent montrés —mais si cela devait arriver et si la Belgique succombait sous la même puissance, puis la Hollande et puis le Danemark, alors ne conviendrait-il pas d'appliquer les paroles de Mr. Gladstone, qu'il y aurait juste en face de nous un intérêt commun à lutter contre l'agrandissement démesuré de n'importe quelle puissance.

"On pourrait dire qu'il nous suffit de demeurer à l'écart, de ménager nos ressources, et quoiqu'il arrive dans le cours de la guerre, d'intervenir à la fin pour rétablir les choses à notre convenance; mais si dans une telle crise nous nous dérobions aux obligations que l'honneur et l'intérêt nous imposent au regard de la Belgique, je doute que quelle que soit la force matérielle dont nous disposions à la fin, cette force soit de grande valeur en face du respect que nous aurions perdu. Que nous soyons restés inactifs, ou que nous ayons été entraînés dans le conflit, je ne crois pas un instant—même si nous étions restés au loin—que nous serions matériellement en état d'exercer à la fin de la guerre une action décisive sur le cours des événements, d'empêcher tout l'ouest de l'Europe en face de nous (si telle était l'issue de la guerre) de tomber sous la domination d'une seule puissance, et je suis tout à fait sûr que notre position morale serait telle"—(La fin de la phrase fut perdue, dit le "Times" dans les cris d'une chaleureuse ovation).

Les conséquences de cette guerre étant d'une importance capitale pour la civilisation du monde ainsi que pour la liberté et l'intégrité de la Grande-Bretagne et des territoires britanniques "ayons la certitude", comme le dit le premier ministre "que toutes les ressources, non seulement du royaume uni, mais encore du vaste Empire dont l'Angleterre est le centre, seront mises en œuvre". Et conduisons-nous pendant la guerre en nous inspirant des principes d'Abraham Lincoln: "De la méchanceté envers personne, de la charité pour tous; de la fermeté dans ce qui est juste; c'est ainsi que nous devons travailler pour achever l'oeuvre que nous avons entreprise; soigner les blessures de la nation; secourir celui qui aura souffert à la bataille, sa femme et ses orphelins; faire tout ce qui peut nous apporter la joie d'une paix juste et durable".

COLLECTION DE LIVRES EN COULEURS POUR LA JEUNESSE.

LES BEAUX VOYAGES.

Les volumes (5½ x 8 pouces), reliés en toile, ornés de 12 planches en couleurs.

Le volume relié: 50 cents. franco.

Les livres de voyages, très intéressants et très instructifs, ont été écrits spécialement à l'usage des enfants. Tout en racontant les caractères principaux des pays visités, ils donnent plus d'importance aux peuples et surtout aux enfants de ces pays.

Pour les leçons de choses, rien ne peut surpasser ces livres intéressants et instructifs, et il serait difficile d' offrir une édition aussi belle pour ce prix très bon marché.

Les histoires vives et amusantes ont été écrites par des auteurs français célèbres, et la série entière a été éditée, avec une préface écrite par Jean Aicard, de l'Académie française.

On trouve ces livres en anglais dans presque toutes les écoles anglaises du Canada.

ALGERIE
Par Brieux, de l'Académie française.

ALSACE
Par André Lichtenberger.

AUX INDES
Par Le Capitaine Pionnier.

ECOSSE
Par Henri de Noussanne.

EGYPTE
Par Jean Bayet.

EN CHINE
Par Judith Gautier, de l'Académie française.

ESPAGNE
Par V. H. Friedel.

INDO-CHINE
Par Myriam Harry.

LA RUSSIE
Par Henri de Noussanne.

LE JAPON
Par Judith Gautier, de l'Académie française.

LE MAROC
Par le Comte Haillot.

TUNISIE
Par Brieux, de l'Académie française.

Nouvelles Publications

LA PALESTINE **LES ALPES**

THE MACMILLAN COMPANY OF CANADA, LIMITED, ÉDITEURS.
MAISON ST. MARTIN, 70 BOND STREET, TORONTO.